Nations Unies A/HRC/28/G/13

Assemblée générale

Distr. générale
18 mars 2015
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Vingt-huitième session
Point 4 de l'ordre du jour
Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

Lettre datée du 13 mars 2015, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de la République d'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Je me réfère à la lettre datée du 26 février 2015, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/HRC/28/G/9).

Regrettablement, la Mission permanente de l'Azerbaïdjan a pris l'habitude de distribuer régulièrement des documents reproduisant textuellement la violente propagande des autorités azerbaïdjanaises contre mon pays, comme la lettre qui a été distribuée en tant que document du Conseil des droits de l'homme à la dix-neuvième session et qui a ensuite été reproduite telle quelle dans un document de la vingt-deuxième session du Conseil, puis de la vingt-cinquième session, et qui est à nouveau publiée dans le cadre de la vingt-huitième session.

La République d'Arménie a déjà réagi, à la fois par des interventions orales et en diffusant des informations émanant du Ministère des affaires étrangères de la République du Haut-Karabakh (voir A/HRC/19/G/10, A/HRC/22/G/16 et A/HRC/25/G/23), à la manipulation des faits par le Gouvernement azerbaïdjanais, qui trompe continuellement la communauté internationale, exploite la mémoire des victimes et met les événements tragiques de Khojaly au service de ses intérêts politiques, cherchant par tous les moyens à nuire à la partie arménienne.

Nous réaffirmons qu'à notre avis le Conseil des droits de l'homme n'est pas le lieu qui convient pour prononcer continuellement de fausses déclarations, faire des conjectures politiques et déformer les faits, ou entraîner d'autres États dans d'interminables séances d'accusations mutuelles sur le principe qui voudrait qu'«à force d'être répété, un mensonge devient vrai».

L'opération militaire visant à neutraliser la base militaire de Khojaly et à briser le blocus mis en place autour de l'aéroport a débuté le 25 février 1992 à 23 h 30 et pris fin le 26 février à 3 heures du matin. Les unités des forces d'autodéfense de la République du Haut-Karabakh ont créé un couloir humanitaire afin de permettre aux civils de quitter en

toute sécurité la zone où se déroulaient les opérations militaires. La partie azerbaïdjanaise en avait été informée à l'avance. Le couloir s'étendait de l'extrémité est de Khojaly jusqu'au nord-est en longeant la rivière Karkar, et de l'extrémité nord de l'agglomération jusqu'au nord-est. Pourtant, les autorités azerbaïdjanaises n'ont rien fait pour évacuer la population civile qui se trouvait dans la zone des opérations militaires. Cette zone, où par la suite les corps des nombreux civils tués ont été photographiés, se situe à trois kilomètres de la ville d'Aghdam et à 11 kilomètres de Khojaly. Jusqu'à la chute d'Aghdam pendant l'été 1993, elle est restée sous le contrôle ininterrompu des unités azerbaïdjanaises, qui en interdisaient tout accès aux unités de l'armée du Haut-Karabakh.

Au vu de la «logique» adoptée dans la lettre du Représentant permanent de l'Azerbaïdjan, je souhaite me référer à nouveau aux textes publiés dans les médias à l'époque, y compris par des sources azerbaïdjanaises, et qui présentent la vérité sur les événements de Khojaly.

Selon M. Safarogly, journaliste azerbaïdjanais, «Khojaly occupait une position importante sur le plan stratégique. La perte de Khojaly a été un échec pour Mutalibov».

Un mois après sa démission, Mutalibov a accordé à la journaliste tchèque Dana Mazalova un entretien qui a été publié dans *Nezavisimaya Gazeta*. S'exprimant au sujet de Khojaly, Mutalibov a dit ce qui suit:

> «Selon les habitants de Khojaly qui ont réussi à s'échapper, tout ceci avait été organisé pour m'écarter du pouvoir. Certaines forces ont agi pour jeter le discrédit sur le Président. Je ne pense pas que les Arméniens, qui font preuve d'une grande habileté et d'une grande prudence en pareille situation, laisseraient les Azerbaïdjanais mettre la main sur des documents révélant qu'ils ont commis des actes fascistes. […] L'idée établie est qu'un couloir devant permettre à la population de fuir a réellement été mis en place par les Arméniens. Si tel est le cas, pourquoi auraient-ils eu besoin d'ouvrir le feu? En particulier dans une zone proche d'Aghdam, où les forces étaient suffisamment nombreuses pour venir en aide à la population.»

Environ dix ans plus tard, l'ancien Président de l'Azerbaïdjan a réitéré cet avis dans un entretien accordé au magazine *Novoye Vremya*, en disant que «le massacre des habitants de Khojaly avait de toute évidence été organisé par quelqu'un qui avait l'intention de commettre un coup d'État en Azerbaïdjan».

Nourrissant des doutes au sujet de la version azerbaïdjanaise officielle des faits, Chingiz Mustafayev, cameraman azerbaïdjanais indépendant qui avait enregistré des images le 28 février et le 2 mars 1992, a mené sa propre enquête. Son tout premier reportage pour l'agence de presse moscovite D-press sur les éventuelles complicités de la partie azerbaïdjanaise avec les crimes commis lui a coûté la vie. Mustafayev a été tué non loin d'Aghdam, dans des circonstances qui n'ont pas encore été élucidées.

Le défenseur azerbaïdjanais des droits de l'homme Arif Yunusov a écrit dans *Zerkalo Azerbaijani* en juillet 1992 que «la ville et ses habitants [avaient] été délibérément sacrifiés à des objectifs politiques».

Le journal *Mukhalifat Azerbaijani* a indiqué le 28 avril 1992 que Tamerlan Karaev, alors Président du Soviet suprême de la République d'Azerbaïdjan, avait dit que «la tragédie [avait été] commise par les autorités azerbaïdjanaises et, plus précisément, par un haut responsable».

Heydar Aliev lui-même a reconnu que «les anciens dirigeants de l'Azerbaïdjan [étaient] aussi coupables» des événements de Khojaly. Néanmoins, selon l'agence de presse Bilik Dunyasi, en avril 1992, s'exprimant avec un cynisme extrême, il a dit ce qui suit:

«Le bain de sang nous sera utile. Nous ne devrions pas intervenir dans les événements en cours».

Plus tard, lorsque des représentants du Front populaire d'Azerbaïdjan sont arrivés au pouvoir, l'ancien Ministre azerbaïdjanais de la sécurité nationale, Vagif Guseynov, a déclaré peu de temps avant d'être arrêté que «les mêmes personnes [étaient] derrière les événements de janvier 1990 [survenus] à Bakou et les événements de Khojaly», faisant ainsi allusion à certaines personnalités politiques du Front populaire d'Azerbaïdjan.

En février 2005, le journaliste azerbaïdjanais Eynulla Fatullaev, du magazine indépendant *Monitor*, a passé dix jours dans la République du Haut-Karabakh et décrit cette visite dans des textes et des entretiens. Lui aussi a osé douter de la véracité de la version fournie par les responsables de Bakou au sujet de la mort de certains des habitants de Khojaly:

> «Il y a dix ans, j'ai rencontré des réfugiés de Khojaly qui vivaient provisoirement à Naftalan. Ceux-ci m'ont dit clairement que quelques jours avant l'attaque, les Arméniens, par porte-voix, n'avaient cessé d'informer la population de l'opération prévue et d'inciter les civils à quitter l'agglomération et à fuir à l'extérieur de l'encerclement en empruntant le couloir humanitaire qui longeait la rivière Karkar. Les mêmes habitants de Khojaly ont dit qu'ils avaient emprunté ledit couloir et que les soldats arméniens postés à l'autre extrémité du couloir n'avaient pas vraiment ouvert le feu contre eux. En prenant connaissance de cette zone géographique, j'ai pu établir avec certitude que les inventions concernant l'absence de couloir arménien étaient sans fondement. Ce couloir a réellement existé. Sinon, la population de Khojaly, qui était complètement encerclée et isolée du monde extérieur, n'aurait pas pu fuir. Cependant, après avoir dépassé la zone qui se trouve au-delà de la rivière Karkar, les réfugiés se sont séparés en différents groupes, dont certains se sont dirigés pour des raisons inconnues vers Nakhijevanik. Apparemment, les bataillons [du Front populaire d'Azerbaïdjan] ont davantage cherché à verser le sang en perspective de l'évincement de Mutalibov qu'à libérer les habitants de Khojaly.»

Le 2 mars 2005, quelques jours après la publication par *Monitor* du premier reportage envoyé du Karabakh par Eynulla Fatullaev, le rédacteur en chef de ce magazine, Elmar Guseynov, a été abattu à Bakou, à l'entrée de sa maison, par une personne non identifiée. Quant à Eynulla Fatullaev, il a été déclaré coupable d'une série d'infractions, dont la haute trahison.

L'ancien Ministre azerbaïdjanais de la défense, Ragim Gaziev, a également confirmé qu'«un piège pour Mutalibov [avait] été préparé à Khojaly». Ainsi, les organisateurs du massacre de Khojaly ont fait d'une pierre deux coups: écarter Mutalibov, qui n'était plus utile depuis la chute de l'Union soviétique, et trouver une justification au lancement d'une retentissante campagne accusant les Arméniens de méthodes de guerre inhumaines. Le fait que l'armée azerbaïdjanaise, depuis le 13 février 1992, lançait méthodiquement des missiles Grad afin de détruire la ville de Stepanakert et ses 55 000 habitants, ainsi que les autres agglomérations arméniennes voisines, a été passé sous silence.

Dans un entretien accordé à Helsinki Watch le 28 avril 1992, une habitante de Khojaly a dit que «les Arméniens [avaient] lancé un ultimatum […] dans lequel ils indiquaient qu'il était préférable pour les habitants de Khojaly de quitter la ville en brandissant un drapeau blanc. Alif Gajiev, dirigeant de la défense de Khojaly, nous en [avait] informés le 15 février (10 jours avant l'attaque), mais ni moi ni les autres n'avions peur. Nous ne croyions pas du tout qu'ils pourraient s'emparer de Khojaly».

Toutefois, après ces mises en garde, ayant été informée de l'opération prévue, la majorité de la population civile de Khojaly est partie se mettre en sûreté. Cette migration massive de la population de Khojaly a été largement couverte par la télévision et la radio azerbaïdjanaises. Les médias azerbaïdjanais ont délibérément porté un jugement négatif sur les personnes qui quittaient Khojaly, qu'ils ont systématiquement dénigrées. Il convient de noter que Khojaly était un village dont on a voulu faire une ville, et que les premières personnes à partir ont été celles qui avaient été contraintes à s'y installer, en majorité des Turcs meskhètes, bien que leur progression ait été constamment entravée. En outre, l'administration municipale de Khojaly, qui avait été mise en garde par la partie arménienne, a demandé qu'on lui fournisse une aide pour évacuer la population mais n'en a reçu aucune. Dans un entretien accordé au journal moscovite *Megapolis-Express*, le maire de Khojaly a dit: «Après avoir été informé qu'une opération était prévue en vue de prendre la ville, j'ai demandé à Aghdam d'envoyer des hélicoptères afin d'évacuer les personnes âgées, les femmes et les enfants. On nous a assurés qu'une opération pour rompre l'encerclement était organisée. Mais aucune aide n'a été fournie». Cependant, un membre du conseil du bureau du Front populaire d'Azerbaïdjan à Aghdam, R. Gajuev, a dit: «Nous aurions pu aider la population de Khojaly, si nous avions eu les forces et les moyens adéquats. Mais les dirigeants de la République ont voulu montrer à la population qu'aucune force n'était disponible, en demandant une nouvelle fois à l'armée de la CEI de fournir une aide, l'objectif étant également de supprimer l'opposition avec son appui».

En résumant ce qui précède, nous pouvons dire que les habitants de Khojaly ont servi d'otages dans les basses manœuvres des autorités de Bakou, qui ont par la suite transformé cette tragédie en source de manipulations politiques. En relançant régulièrement le débat sur Khojaly, Bakou s'efforce de détourner l'attention de la communauté internationale du massacre de ses propres citoyens d'origine arménienne dans les villes de Sumgait, Bakou, Kirovabad, Khanlar, entre autres agglomérations de l'Azerbaïdjan, dont l'ensemble du territoire a vu l'extermination d'Arméniens bien avant le début des opérations militaires évoquées ici. De tels actes ont également été commis dans les agglomérations frontalières de la République du Haut-Karabakh, en particulier dans le village de Maragha, envahi en avril 1992 par des sous-unités de l'armée régulière azerbaïdjanaise qui ont sauvagement tué une centaine de civils.

Malheureusement, ces cas ont été complétement oubliés et passés sous silence dans la lettre du Représentant permanent de l'Azerbaïdjan.

Je suis content que la partie azerbaïdjanaise ait étudié la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et découvert le sens du mot «génocide». J'espère que la Mission permanente de l'Azerbaïdjan a également étudié l'étymologie et l'histoire de la création de ce terme par Raphael Lemkin qui, en définissant le crime de génocide, s'est justement référé à la politique d'extermination massive de la Turquie ottomane contre les Arméniens. Ce savoir sera certainement utile aux autorités azerbaïdjanaises lorsqu'elles seront appelées à rendre des comptes devant leur peuple et, il faut l'espérer, seront jugées pour les crimes qu'elles ont commis contre la population azerbaïdjanaise de Khojaly.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil des droits de l'homme, au titre du point 4 de l'ordre du jour de sa vingt-huitième session.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de l'Arménie
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
(*Signé*) Charles **Aznavour**